

La Constitution

Au fur et à mesure que notre histoire est mieux connue et que le but de cette clause est mieux compris, le concept de société distincte gagne du terrain.

[Français]

Le Canada est un pays bilingue. En 1969, le gouvernement canadien a adopté la Loi sur les langues officielles. La majorité des gens de ma circonscription ont accepté cette loi. L'ancien premier ministre de l'Alberta, l'honorable Peter Lougheed, a déclaré: «Le bilinguisme, c'est l'essence de notre pays». Il me fait plaisir d'avoir le choix de vous parler en anglais ou en français.

[Traduction]

Mes électeurs veulent un gouvernement central fort capable de régler la question de l'unité, et de s'occuper de l'économie et de l'environnement. Ils sont vivement en faveur de l'autonomie gouvernementale des autochtones, de la libre circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux.

Les Canadiens ont hâte de régler la question constitutionnelle et de s'attaquer aux problèmes économiques du jour. Dans une lettre que je viens de recevoir, une élève de 6^e année me dit que le Canada est son pays; qu'elle l'aime et qu'elle se demande si les Canadiens tiennent vraiment à leur pays. Un monsieur de 80 ans m'a dit que nous n'avions pas besoin d'un conseil de la fédération, qu'il y avait déjà trop d'organismes gouvernementaux comme ça. Une de mes électrices pense que si nous voulons sauver notre pays, les médias doivent cesser de faire tout un drame de nos différences et s'arrêter à ce que nous avons en commun.

Je partage les préoccupations de mes électeurs au sujet de l'observation du décorum par les députés à la Chambre, de la discipline de parti et de la nécessité de permettre davantage de votes libres.

Ensemble les Canadiens ont édifié une nation libre qui est respectée et admirée dans le monde entier; chacun y a sa chance. Malheureusement, trop de Canadiens prennent le succès du Canada pour acquis.

À l'heure actuelle, le Canada est la proie de forces destructives qui oeuvrent au déchirement de notre pays. Les électeurs de la circonscription fédérale de St-Albert

veulent un Canada uni et renouvelé prêt à affronter les défis du XXI^e siècle.

Thomas Darcy McGee ne s'est pas trompé sur l'avenir du Canada lorsqu'il a dit que chaque génération de Canadiens avait rendu le pays plus prospère, plus sûr de lui et plus respecté du monde entier.

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): J'aimerais simplement dire pour commencer que, comme beaucoup de Canadiens, je pense qu'il est difficile de se concentrer sur les affaires constitutionnelles quand tant de gens dans notre pays ont perdu leur emploi et nourrissent les pires craintes quant à leur avenir et à celui de leurs enfants.

C'est ce que pensent de nombreux électeurs de ma circonscription de Vancouver-Est, qui en même temps s'inquiètent beaucoup de l'avenir du Canada.

J'aimerais profiter de l'occasion qui m'est donnée ce soir pour rendre compte des conclusions de deux organisations qui tiennent encore des réunions à Vancouver, et surtout à Vancouver-Est. Ces organisations sont très préoccupées par un sujet précis, à savoir la protection des minorités qui est si importante dans notre Constitution.

Je voudrais déposer un rapport intitulé *Rule of Law Betrayed, a Charter with an Expedient Override*. Ce rapport a été rédigé par les membres du groupe Coalition 3 de Vancouver dont la plupart sont des Canadiens d'origine chinoise.

Le deuxième rapport dont je parlerai a été préparé par l'association de ma circonscription fédérale de Vancouver-Est, à la suite d'une série de réunions que nous avons tenues cet été. Nous nous sommes également concentrés sur la protection des droits des minorités, qui fera donc l'objet de mon exposé de ce soir.

Les groupes minoritaires en Colombie-Britannique et au Canada ont été victimes par le passé d'un racisme et d'une discrimination qui doivent être à tout jamais bannis. Rappelons-nous notre histoire. La taxe de capitation imposée aux Chinois, une loi d'exclusion, l'internement de Canadiens japonais, le refus du droit de vote aux Asiatiques et aux peuples autochtones, la discrimination contre les Canadiens noirs et de couleur dans toutes les régions du Canada, enfin les droits des femmes et des personnes handicapées que l'on continue à méconnaître.